Cour des comptes : Moscovici déclenche une procédure en déontologie contre Najat Vallaud Belkacem après ses dérapages immigrationnistes. Elle ne risque qu’un rappel au règlement (MàJ)

19/11/2025 à 14h00



19/11/2025

Le comité déontologique doit désormais examiner « la compatibilité de cette prise de position publique avec les obligations déontologiques qui s’imposent à Mme Vallaud-Belkacem ». Pierre Moscovici évoque une déclaration « pour le moins décalée » en pleine période d’examen budgétaire, tout en précisant que la procédure engagée est indépendante des courriers reçus de Marine Le Pen et Laurent Wauquiez. Selon l’état actuel du dossier, elle ne risque qu’un rappel au règlement. « Les règles de déontologie à la Cour des comptes valent pour tout le monde. Je ne suis pas son copain, je suis

son président », conclut Moscovici.
le Point

16/11/2025

> 🔎 *Fact-checking de @NPM_OID sur France Terre d'Asile après leur débat sur BFMTV :*
>
> 🗣️ *La régularisation immédiate de 250 000 clandestins rapporterait-elle 3 milliards d'euros par an aux finances publiques ? pic.twitter.com/UiqqiSBpsQ*
>
> *— Observatoire de l'immigration et de la démographie (@ObservatoireID) November 16, 2025*

07/11/2025

Dans un contexte budgétaire tendu, l’association **France Terre d’Asile** affirme dans *L’Humanité* qu’« une politique migratoire plus humaine et efficace rapporterait 3,3 milliards d’euros par an ». L’étude, publiée ce vendredi 7 novembre, veut renverser le discours dominant sur le “coût” de l’immigration : « Notre politique migratoire actuelle est un double gâchis : un gâchis humain, indigne de notre République, et un gâchis financier », déclare **Najat Vallaud-Belkacem**, présidente de l’ONG. L’organisation avance que des mesures d’intégration et de régularisation pourraient générer des recettes nouvelles pour l’État et la Sécurité sociale, notamment en cotisations et impôts.

Parmi les propositions, **l’ouverture du travail aux demandeurs d’asile dès leur arrivée** (gain estimé : 139 millions d’euros), la **réduction du nombre d’OQTF jugées inefficaces** (économie :

41 millions d’euros), la **baisse des dépenses liées à la rétention administrative** (219 millions d’euros d’économies) et surtout la **régularisation de 250 000 travailleurs sans papiers**, censée rapporter « 2,9 milliards d’euros par an ». « Cesser de gaspiller l’argent public dans des politiques inefficaces et investir dans l’intégration rapide des personnes n’est pas seulement humain : c’est la seule approche budgétaire véritablement responsable », plaide **Vincent Beaugrand**, directeur général de France Terre d’Asile.

Mais dans le même temps, **le projet de loi de finances 2026** renforce les crédits du « programme 303 immigration et asile » (+4,5 %) au détriment de l’intégration (+0,65 %). France Terre d’Asile dénonce une orientation « répressive », appuyée par le durcissement envisagé de l’**Aide médicale d’État**, que plusieurs syndicats (CFDT, CGT, FO, UNSA) qualifient de « volonté politique de restreindre, plutôt que de garantir, l’accès aux soins ». L’association conclut : « Il est temps de faire rimer fraternité avec efficacité économique. »

L’humanité